

**MAZARS**

**GROUPE FRANCO-AFRICAIN  
d'ONCOLOGIE PEDIATRIQUE**

**Rapport du Commissaire aux Comptes  
sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

# **GROUPE FRANCO-AFRICAIN d'ONCOLOGIE PEDIATRIQUE**

Association sans but lucratif régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : Institut Gustave Roussy, 114, rue Edouard Vaillant 94 800  
Villejuif

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

**G.F.A.O.P.**

*Comptes Annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2017*

## **Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

Aux membres de l'association,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association du Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**G.F.A.O.P.**

*Comptes Annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2017*

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels.

**G.F.A.O.P.**

*Comptes Annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2017*

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans les comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il était prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

**G.F.A.O.P.**

*Comptes Annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2017*

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

**G.F.A.O.P.**

*Comptes Annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2017*

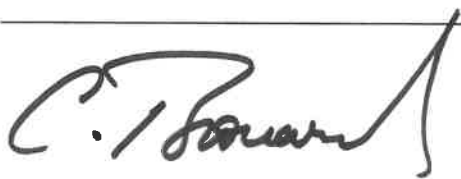
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris la Défense, le 23 octobre 2018

Le Commissaire aux Comptes

MAZARS

---



---

CYRILLE BROUARD

---



**Association**  
**Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique**

Institut Gustave Roussy  
114, rue Edouard Vaillant  
94800 Villejuif

**COMPTES ANNUELS**

Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017

Cabinet Certus Associés  
34 rue Truffaut – 75017 Paris / 6 rue Jacques Daguerre – 92500 Rueil-Malmaison  
Tél. : 01.47.49.08.87 – email : [cabinet@certus-associes.com](mailto:cabinet@certus-associes.com)  
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France  
S.A.R.L. au capital de 5.000 euros – RC Paris B 492 291 232 – Siret 492 291 232 00022



## **SOMMAIRE :**

<b>BILAN ACTIF</b>	<b>Page 4</b>
<b>BILAN PASSIF</b>	<b>Page 5</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT (1ERE PARTIE)</b>	<b>Page 6</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT (2EME PARTIE)</b>	<b>Page 7</b>

## **ANNEXES**

<b>1. Evènements significatifs de l'exercice</b>	<b>Page 8</b>
1.1. Présentation de l'association	Page 8
1.2. Vie de l'association	Page 8
1.3. Evènements significatifs	Page 8
<b>2. Principes, règles et méthodes comptables</b>	<b>Page 9</b>
2.1. Référentiel	Page 9
2.2. Méthodes d'évaluation	Page 9
<b>3. Notes explicatives sur le bilan</b>	<b>Page 10</b>
3.1. Immobilisations brutes	Page 10
3.2. Amortissements et provisions d'actif	Page 10
3.3. Détail des immobilisations et amortissements	Page 10
3.4. Etat des créances	Page 10
3.5. Détail du poste « Produits à recevoir »	Page 10
3.6. Trésorerie	Page 11
3.7. Fonds propres	Page 11
3.8. Provisions pour risques et charges	Page 11
3.9. Fonds dédiés	Page 11
3.10. Etat des dettes	Page 11
<b>4. Notes explicatives sur le Compte de résultat</b>	<b>Page 12</b>
4.1. Dons reçus en 2017	Page 12
4.2. Charges de personnel	Page 12
<b>5. Autres informations</b>	<b>Page 12</b>
5.1. Effectif moyen	Page 12
5.2. Rémunération des trois principaux dirigeants	Page 12
5.3. Engagements et sûretés réelles consentis et reçus	Page 12
5.4. Evènements post-clôture	Page 13
5.5. Contributions volontaires en nature	Page 13
5.6. Statut fiscal	Page 13
<b>6. Compte d'emploi des ressources</b>	<b>Page 13</b>
6.1. Définition des missions sociales	Page 13
6.2. Répartition des charges entre les trois grandes catégories de dépenses	Page 13
6.3. Règles de définition et d'affectation des différentes ressources aux financements des charges	Page 13
<b>Tableau du compte d'emploi des ressources</b>	<b>Page 14</b>

**BILAN ACTIF**

En euros	Exercice clos le 31 déc. 2017			Exercice clos le 31 déc. 2016
	Brut	Amortissements et provisions.	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
.Frais de recherche et développement				
.Concessions, brevets, droits similaires				
.Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
.Constructions				
.Installations tech., matériel & outillage				
.Autres immobilisations corporelles				
.Immobilisations en cours				
.Avances et acomptes sur				
<b>Immobilisations financières</b>				
.Prêts				
.Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL (I)</b>				
.Comptes de liaison				
<b>TOTAL (II)</b>				
<b>Créances</b>				
.Avances et acomptes versés sur				
.Créances et comptes rattachés				
<b>Autres créances</b>				
. Autres	292 088		292 088	139 768
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
. Livret bleu Crédit Mutuel	78 541		78 541	77 961
. Compte à terme Crédit Mutuel	505 579		505 579	212 206
. Titres Parts B Crédit Mutuel	51 132		51 132	50 608
<b>Disponibilités</b>				
. Crédit Mutuel Compte courant	3 387		3 387	2 197
. SG Compte courant	18 548		18 548	4 488
. Caisse	75		75	75
<b>TOTAL (III)</b>	<b>949 351</b>		<b>949 351</b>	<b>487 303</b>
.Charges à répartir sur plusieurs exercices				
.Prime de remboursement des				
.Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>949 351</b>		<b>949 351</b>	<b>487 303</b>

**BILAN PASSIF**

En euros	Exercice clos le 31 déc. 2017	Exercice clos le 31 déc. 2016
<b>Fonds propres</b>		
. Réserves		
. Report à nouveau	129 304	100 797
<b>Résultat de l'exercice</b>		
. Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	90 844	28 507
<b>Autres fonds associatifs</b>		
. Fonds associatifs avec droit de reprise		
. Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
<b>Subventions d'investissement</b>		
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
. Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>220 148</b>	<b>129 304</b>
. Compte de liaison		
<b>TOTAL (II)</b>		
. Provisions pour risques et charges		
<b>TOTAL (III)</b>		
<b>Fonds dédiés</b>		
. Sur contributions à des projets spécifiques	326 033	99 607
<b>Dettes</b>		
. Emprunts et dettes assimilées		
. Fournisseurs et comptes rattachés	4 800	4 800
<b>Autres</b>		
. Etat – Impôt sur VMP	4 952	9 543
. Autres dettes		
. Divers – Charges à payer	398 370	244 050
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>734 155</b>	<b>358 000</b>
. Ecart de conversion passif (V)		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>949 351</b>	<b>487 303</b>

**COMPTE DE RESULTAT (1ERE PARTIE)**

	Exercice clos le 31 déc. 2017			Exercice clos le 31 déc. 2016	Variation
	France	Exportations	Total	Total	
<b>Produits d'exploitation</b>					
<b>Montants nets produits d'expl.</b>					
<b>Autres produits d'exploitation</b>					
<b>Dons dédiés et non affectés</b>					
. Dons reçus Sanofi			195 000	218 000	-23 000
. Dons reçus Expertise France			194 719		194 719
. Dons reçus BMS			82 516		82 516
. Dons Entreprises			40 000	74 000	-34 000
. Institut Gustave Roussy			169 237	40 000	129 237
. Dons particuliers			146 582	177 143	-30 561
. Associations caritatives			241 448	108 910	132 538
. Dons reçus Etablissements Publics			2 292		2 292
<b>Autres produits</b>					
. Dons reçus des particuliers			12 970	5 852	7 118
. Produits divers de gestion					
<b>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs</b>					
. Reprise de fonds dédiés			99 607	4 350	95 257
<b>Reprise sur provisions</b>					
. Excédent sur IS des OBNL			3 737	3 720	17
<b>Sous-total des autres produits d'exploitation</b>			<b>1 188 109</b>	<b>631 975</b>	<b>556 134</b>
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>1 188 109</b>	<b>631 975</b>	<b>556 134</b>
<b>Produits financiers</b>					
. Produits financiers			3 477	6 952	-3 475
<b>Total des produits financiers (III)</b>			<b>3 477</b>	<b>6 952</b>	<b>-3 475</b>
<b>Produits exceptionnels</b>					
. Reprise sur provisions et transferts de charges					
<b>Total des produits exceptionnels (IV)</b>					
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + IV)</b>			<b>1 191 586</b>	<b>638 927</b>	<b>552 659</b>

**COMPTE DE RESULTAT (2EME PARTIE)**

	Exercice clos le 31 déc. 2017	Exercice clos le 31 déc. 2016	Variation
<b>Charges d'exploitation</b>			
<b>Achats de marchandises</b>	216 866	178 108	38 758
<b>Autres achats non stockés</b>			
. Etudes et prestations	5 900	5 000	900
. Fournitures entretien	27 880	774	27 106
. Fournitures administratives	27 179	13 503	13 676
<b>Services extérieurs</b>			
. Domaine hébergement informatique	488		488
. Assurances	488	365	122
. Formation des partenaires	36 493	75 075	-38 582
. Formation infirmières et techniciens			
. Formations			
. Formations collégiales			
. Assistances diverses	23 360	41 643	-18 283
<b>Autres services extérieurs</b>			
. Intervenants extérieurs	73 625	100 391	-26 766
. Honoraires	11 690	4 860	6 830
. Autres rémunérations et honoraires			
. Expédition, Poste	16 294	9 447	6 847
. Déplacement	243 233	71 304	171 929
. Réunion, Congrès		400	-400
. Réception	32 442	218	32 224
. Services bancaires	2 996	3 273	-277
. Cotisations versées, abonnements	659	4 949	-4 290
<b>Salaires et traitements</b>			
. Salaires	33 479	-	33 479
<b>Charges sociales</b>			
Charges sociales URSSAF	20 988	-	20 988
<b>Engagements à réaliser sur ressources affectées</b>			
. Engagements à réaliser sur subvention attribuée	326 033	99 607	226 426
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>1 100 093</b>	<b>608 917</b>	<b>491 176</b>
<b>Charges financières</b>			
<b>Total des charges financières (III)</b>			
<b>Charges exceptionnelles</b>			
<b>Sur opérations de gestion</b>			
. Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>			
Impôts sur les sociétés (V)	649	1 503	-854
<b>TOTAL DES CHARGES (I + III + IV + V)</b>	<b>1 100 742</b>	<b>610 420</b>	<b>164 022</b>
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>			
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>90 844</b>	<b>28 507</b>	<b>62 337</b>

## **ANNEXE**

### **1. L'association**

#### **1.1. Présentation de l'association**

L'association GFAOP a été déclarée à la Préfecture de Police de Paris le 23 novembre 2000 et sa constitution a été publiée au Journal Officiel le 10 décembre 2000.

Elle a pour objet de :

- Assurer la promotion de l'oncologie pédiatrique (tumeurs solides, lymphomes malins et leucémies de l'enfant) et de la recherche en oncologie pédiatrique ;
- Renforcer ou établir des liens avec la Société Française de lutte contre les Cancers et les leucémies de l'Enfant et de l'adolescent (SFCE), la Société Internationale d'Oncologie Pédiatrique (SIOP) et autres sociétés savantes, les organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux à travers le monde ainsi que les associations ;
- Organiser des travaux collectifs de recherche et veiller à leur publication ;
- Organiser des actions de formation en oncologie pédiatrique ;
- Organiser des réunions de travail à caractère scientifique portant sur l'oncologie pédiatrique ;
- Développer les compétences locales, la multidisciplinarité, la qualité des soins permettant d'améliorer les taux de guérison des enfants atteints de cancer.

#### **1.2. Vie de l'association**

Du fait de l'appel public à la générosité, un compte d'emploi des ressources est présenté en annexe, conformément à la législation en vigueur (règlement CRC 2008-12).

### **1.3. Evènements significatifs de l'exercice**

Les comptes de l'exercice 2017 présentent un excédent de 100.854 euros contre un excédent de 28.507 euros au titre de l'exercice précédent.

## **2. Principes, règles et méthodes comptables**

### **2.1. Référentiel**

Les comptes annuels de l'association GFAOP ont été établis et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014 et aux règlements n°99-01, relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, ANC n° 2014-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général, énoncé par l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et en application du règlement 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 16 février 1999 prévoyant des adaptations spécifiques aux associations, fondations et fonds de dotation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## **2.2. Méthodes d'évaluation**

### **2.2.1. Les immobilisations**

Néant

### **2.2.2. Les valeurs mobilières de placement et autres instruments financiers**

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat hors frais d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées à leur valeur probable de négociation.

La comparaison, effectuée entre la valeur d'entrée dans le patrimoine et la valeur inventaire, peut faire apparaître des plus-values ou des moins-values. Seules les moins-values latentes affectent le résultat de l'exercice sous forme d'une dépréciation.

### **2.2.3. Les créances**

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée dès qu'apparaît un risque de non recouvrabilité.

### **2.2.4. Les provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges concernent les litiges éventuels et comprennent notamment, les provisions destinées à couvrir les risques de reversement des ressources non consommées à la clôture de l'exercice.

### **2.2.5. Les fonds dédiés**

Les fonds collectés font l'objet d'un traitement tenant compte de la volonté du donateur de participer au financement de projets définis. La partie des fonds collectés affectée par les donateurs et non utilisée à la clôture de l'exercice figure au passif du bilan.

### **2.2.6. Impôts**

L'association n'est pas assujettie à la TVA. Elle est toutefois assujettie à l'impôt sur les sociétés concernant ses revenus sur les valeurs mobilières de placement.

### 3. Notes explicatives sur le bilan

#### 3.1. Immobilisations brutes

Aucune acquisition d'immobilisation n'a été effectuée durant l'exercice 2017.

En euros	2016	↗	↘	2017
Incorporelles	0			0
Corporelles	0			0
Financières	0			0
<b>Total</b>	<b>0</b>			<b>0</b>

##### 3.1.1. Immobilisations incorporelles

Néant

##### 3.1.2. Immobilisations corporelles

Néant

##### 3.1.3. Immobilisations financières

Néant

#### 3.2. Amortissements et provisions d'actif

En euros	2016	↗	↘	2017
Incorporelles	0			0
Corporelles	0			0
Financières	0			0
<b>Total</b>	<b>0</b>			<b>0</b>

### 3.3. Détail des immobilisations et amortissements

En euros	Brut	Amort	Net
Concessions, droits et logiciel	0	0	0
Autre immo incorp.	0	0	0
Matériels	0	0	0
Installations générales	0	0	0
Matériel bureau et info.	0	0	0
Mobilier de bureau	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### 3.4. Etat des créances

En euros	Brut	A un an	A plus d'un an
Institut G. Roussy	292 088	292 088	0
Actif circulant et charges constatées d'avance :	0	0	0
<b>Total</b>	<b>292 088</b>	<b>292 088</b>	<b>0</b>

Les créances du poste « Institut Gustave Roussy » correspondent en totalité à des divers produits à recevoir.

### 3.5. Détail du poste « Produits à recevoir »

En euros	TTC
Dons ISF via IGR 2016/2017	212 088
Convention IGR 2016/2017	80 000
<b>Total</b>	<b>292 088</b>



### 3.6. Trésorerie

En euros	2016	2017	Variation
Placements	340 775	635 254	+86.41 %
Comptes courants	6 685	21 935	-
Disponibilités	75	75	-
<b>Total</b>	<b>347 535</b>	<b>657 264</b>	<b>-</b>

Les placements se décomposent de la façon suivante :

- Livret bleu Crédit Mutuel : 78.541 €
- Compte à terme Crédit Mutuel : 505.579 €
- Parts B Crédit Mutuel : 51.132 €

Deux comptes courants sont présents au sein de l'association GFAOP. D'une part, le Crédit Mutuel pour 3.387 € et d'autre part, la Société Générale pour 18.548 €.

Les disponibilités correspondent au fonds de caisse pour les petites dépenses.

### 3.7. Fonds propres

En euros	2016	↗	↘	2017
Réserves	0			
Report à nouveau	100 797	28 507		129 304
Excédent 2016	28 507		28 507	0
Excédent 2017		90 844		90 844
<b>Total</b>	<b>129 304</b>	<b>119 351</b>	<b>28 507</b>	<b>220 148</b>

L'excédent constaté en 2016 a été porté en report à nouveau, conformément à la décision de l'assemblée générale.

### 3.8. Provisions pour risques et charges

En euros	2016	↗	↘	2017
Prov. pour risques & charges	0			0
<b>Total</b>	<b>0</b>			<b>0</b>

### 3.9. Fonds dédiés

En euros	2016	Fonds engagés en 2017	Utilisation courant 2017	Fonds fin 2017
<b>MCM</b>	<b>99 607</b>	<b>195 000</b>	<b>133 708</b>	<b>160 899</b>
<b>Exp. France</b>	<b>-</b>	<b>194 719</b>	<b>66 377</b>	<b>128 342</b>
<b>BMS</b>	<b>-</b>	<b>82 516</b>	<b>45 724</b>	<b>36 792</b>
<b>Total</b>	<b>99 607</b>	<b>472 235</b>	<b>245 809</b>	<b>326 033</b>

Avec la reprise de 2016, les fonds dédiés apparaissent donc pour un montant total de 326.033 euros au passif du bilan.

Les fonds restants fin 2017 correspondent à la partie non consommée fin 2017 des fonds alloués respectivement aux trois projets en 2017.

### 3.10. Etat des dettes

En euros	Brut	A un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Factures non parvenues	4 800	4 800		
IS des OSBL	4 952	4 952		
Institut Gustave Roussy	331 092	331 092		
Autres dettes	50 078	50 078		
<b>Total</b>	<b>390 922</b>	<b>390 922</b>		

Les dettes correspondent en totalité à des charges à payer.

#### 4. Notes explicatives sur le Compte de résultat

##### 4.1. Dons reçus en 2017

En euros	2016	2017
Personnes privées	177 143	146 582
Associations caritatives	108 910	241 448
Organismes et sociétés savantes (IGR)	40 000	169 237
Fondation Sanofi	218 000	195 000
Expertise France	-	194 719
BMS	-	82 516
Entreprises	74 000	40 000
Etablissements Publics	-	2 292
<b>Total</b>	<b>618 053</b>	<b>1 081 805</b>

Ces dons correspondent aux dons dédiés non affectés de l'exercice 2017.

Les dons reçus de l'Institut Gustave Roussy s'élevant à 169.237 € correspondent aux produits à recevoir au titre de 2017.

##### 4.2. Charges de personnel

En euros	2016	2017	Var.
Rémunération du personnel	0	33 479	NS
Charges sociales	0	20 988	NS
<b>Total charges de personnel</b>	<b>0</b>	<b>54 467</b>	<b>NS</b>

#### 5. Autres informations

##### 5.1. Effectif moyen

En euros	2016	2017	Variation
Cadres	0	3	0
Employés	0	1	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>

##### 5.2. Etat des rémunérations visées par l'article 20 de la loi sur le volontariat associatif et à l'engagement éducatif (Loi n°2006-586 du 23 mai 2006)

L'association disposant d'un budget annuel qui est supérieur à 150 000 € mais percevant des subventions publiques de moins de 50 000 € n'est pas dans l'obligation de publier « les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature ».

En application volontaire de cette disposition, il est précisé les éléments suivants :

- Les membres du Conseil d'Administration, y compris les membres du Bureau, ne perçoivent aucune rémunération et ne bénéficient d'aucun avantage en nature ;
- Il n'y a aucun salarié qui réponde à la définition d'un cadre dirigeant.

##### 5.3. Engagements et sûretés réelles consentis et reçus

###### 5.3.1. Engagements donnés

Néant

###### 5.3.2. Engagements reçus

Néant

#### **5.4. Evènements post-clôture**

En mars 2018, Gustave Roussy a indiqué au GFAOP que l'Institut ne pourrait pas renouveler sa subvention annuelle de 40.000 € pour l'année 2018.

Courant 2018, la fiscalité en France sur la fortune ayant été remplacée par celle sur la seule fortune immobilière, le GFAOP s'attend à une baisse des dons des particuliers de l'ordre de 69.000 € par rapport à 2017.

#### **5.5. Contributions volontaires en nature (valorisation totale non encore estimée)**

L'association bénéficie de diverses contributions :

- Locaux mis à disposition par l'Institut Gustave Roussy (15 m<sup>2</sup>) ;
- Travail bénévole d'une dizaine de personnes (hors administrateurs) ;
- Renonciation au remboursement de frais de mission (12.970 € en 2017 contre 5.852 € en 2016 inclus dans le compte de résultat sous la rubrique « dons des particuliers »).

#### **5.6. Statut fiscal**

Servant une cause d'intérêt général et à la gestion qui est totalement désintéressée, l'association est exonérée de tout impôt sur les sociétés de droit commun (IS, CET, TVA et taxe d'apprentissage). En revanche, elle ne récupère pas la TVA sur les biens et services qu'elle acquiert et est passible de la taxe sur les salaires, de la taxe d'habitation et de l'impôt sur les sociétés des organismes sans but lucratif applicable à certains produits financiers.

### **6. Compte d'Emploi des Ressources**

Le compte d'Emploi des Ressources a été établi en conformité avec le règlement CRC 2008-12.

#### **6.1. Définition des missions sociales**

Les missions sociales sont définies par les articles des statuts consacrés à l'objet et aux moyens d'action du fonds.

#### **6.2. Répartition des charges entre les trois grandes catégories de dépenses**

Les dépenses sont affectées directement selon qu'elles participent à la réalisation des missions sociales, à la recherche et au traitement de ressources, ou au fonctionnement de l'organisme.

#### **6.3. Définition et affectation des différentes ressources aux financements des charges**

Les ressources proviennent de particuliers, d'entreprises, de fondations, d'associations mais pas de financeurs publics.

Les produits de la générosité du public correspondent aux seuls dons non affectés des personnes physiques sachant que les seuls dons affectés correspondent aux contributions de la fondation Sanofi Espoir dans le cadre du programme My Child Matters, au projet Expertise France ainsi que BMS Foundation (Bristol-Myers Squibb).

Les concours des personnes morales sans but lucratif ont été regroupés dans la rubrique des « Autres fonds privés » ne provenant pas de la générosité du public. Les produits financiers sont repris en « Autres intérêts et produits assimilés »

Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique: Compte d'Emploi des Ressources 2017 (en €)

EMPLOIS	(1) Emplois de N = Compte de résultat	(3) Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N	RESSOURCES	(2) Ressources collectées de N = Compte de résultat	(4) Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N
<b>1- MISSIONS SOCIALES</b>			<b>REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE</b>		
1-1 Réalisées en France	1 088 403		1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	161 844	161 844
- Actions réalisées directement	0		0 1-1 Dons et legs collectés	161 844	161 844
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0		0 - Dons manuels non affectés	161 844	161 844
1-2 Réalisées à l'étranger	1 088 403		0 - Dons manuels affectés	0	0
- Actions réalisées directement			- Legs et autres libéralités non affectés	0	0
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes	1 088 403		- Legs et autres libéralités affectés	0	0
<b>2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDOS</b>					
2-1 Frais d'appel à la générosité du public	649		0 1-2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public	0	0
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	0		0		
2-3 Clinique liée à la recherche de interventions et autres concours publics	649		0		
<b>3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>			<b>2- AUTRES FONDS PRIVÉS</b>	<b>922 921</b>	
	0		3- SUBVENTIONS & AUTRES CONCOURS PUBLICS	0	
	11 690		4- AUTRES PRODUITS	3 477	
<b>I- TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>1 100 742</b>		<b>I- TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>1 088 242</b>	
II- DOTATIONS AUX PROVISIONS			II- REPRISES AUX PROVISIONS	3 797	
III- ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	0		III- REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS	99 607	
IV- EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			IV- VARIATION DES FONDOS DÉDIÉS COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (cf. tableau des fonds dédiés)	0	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>90 844</b>		V- INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
	1 191 586		<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 191 586</b>	<b>161 844</b>
V- Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public	0				
VI- Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VII- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public			VI- Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		
			161 844		
<b>SOLDES DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE</b>			<b>SOLDES DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE</b>		<b>161 844</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>					<b>0</b>
Missions sociales	0		Bénévolat	0	
Frais de recherche de fonds	0		Prestations en nature	0	
Frais de fonctionnement et autres charges	0		Dons en nature	0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>		<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	